FACTSHEET

Évaluation thématique sur les dynamiques de déplacements dans les provinces de la Kompienga et de la Tapoa

Février, 2024
Est, Burkina Faso

MESSAGES CLÉS

- Une nette baisse voire inexistance des déplacements de population au cours des 3 mois précédant la collecte, expliquée par des restrictions de mouvements.
- Les populations se déplaçaient principalement vers les pays voisins (principalement le Bénin et le Togo) ainsi que vers les villes de la Kompienga et de Fada N'Gourma.
- Les menaces de violence envers la population étaient la raison principale des déplacements, suivie par les assassinats/meurtres, avec une crainte particulière d'assassinats/meurtres d'hommes dans les villages.
- Les difficultés liées à l'accès aux logements et à la nourriture étaient majoritairement citées tant pour les PDI que pour les déplacés transfrontaliers (dans un pays voisin). La stigmatisation des déplacés Burkinabès ressortait pour les déplacés transfrontaliers.

CONTEXTE

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est touchée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, la criminalité et la montée des tensions entre les communautés[1], ce qui engendre un déplacement des populations internes au sein du Burkina Faso ainsi que vers d'autres pays. En effet, à la date du 31 mars 2023, 2,06 millions de déplacés internes (PDI) étaient recensés au Burkina Faso[2]. Selon les données ACLED[3], la région de l'Est serait la deuxième région du Burkina Faso avec le plus d'incidents sécuritaires derrière la région du Sahel. Malgré les évaluations HSM trimestrielles fournissant un aperçu de la situation humanitaire notamment dans la région de l'Est, les informations concernant les provinces de la Kompienga et de la Tapoa restent cependant limitées pour ce qui est des besoins des populations non-PDI et PDI au sein de la province ainsi que leurs intentions de mouvements. En vue de mieux informer les acteurs humanitaires, sur les dynamiques de mouvements de population entre le Burkina Faso et ses pays frontaliers du Bénin et du Togo, IMPACT propose de mener une évaluation spécifique sur les intentions de déplacement et les déplacements de populations des zones frontalières entre le Burkina Faso et le Bénin et Togo, pour appuyer les besoins en informations pour la mise en place de stratégie de réponse dans la zone. En effet, plusieurs réfugiés du Burkina Faso, probablement originaires des provinces frontalières de la Tapoa et la Kompienga, ont été signalés au Bénin et Togo, et selon les données officielles du HCR et du gouvernement SP-CNRA[4] le nombre de réfugiés originaires du Burkina Faso présents au Bénin était passé de 2 527 à 8 958 individus entre juillet et septembre 2023.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Dans le cadre de cette évaluation une méthodologie mixte combinant une collecte de données quantitative et une collecte qualitative a été adoptée entre le 22 janvier et le 8 février 2024. Elle se compose de 95 entretiens structurés avec des IC dans 50 localités au sein des communes de Diapaga, de la Kompienga, Logobou, Madjoari et Pama et 18 entretiens semi-structurés avec des IC, à Kompienga, Diapaga et Fada N'Gourma (avec des humanitaires et autorités locales).

LIMITES

Cette évaluation présente des limites. La thématique des déplacements de population est assez sensible au Burkina Faso, donc très difficile à capter, même à travers des entretiens qualitatifs et quantitatifs avec des IC. Certains aspects de subjectivité entrent également en jeu lorsqu'il s'agit de la thématique des déplacements ce qui n'est pas aisé au cours des entretiens qualitatifs.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE
REACH Informing more effective humanitarian action

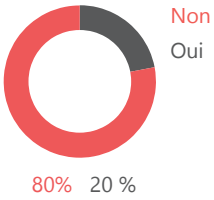
Dynamiques de mouvements de populations

Groupes présents au sein des provinces de la Tapoa et de la Kompienga

% de localités avec des IC[6] rapportant la présence de groupes de population au sein des provinces de la Tapoa et de la Kompienga :

Population non déplacée	83%
PDI	28%
Retournés	21%

Mouvements de populations vers d'autres localités au cours des 3 mois précédant la collecte[6] :



Les provinces de la Tapoa et de la Kompienga dans la région de l'Est étaient particulièrement touchées par la crise sécuritaire au sein de la région avec 29 incidents rapportés par ACLED du 1er janvier au 8 février 2024.[5] Cette situation sécuritaire semble entrainer des mouvements de populations au sein des communes de la province et vers les pays voisins, bien que les déplacements semblent être réduits. En effet, presque l'ensemble des acteurs interrogés lors des entretiens qualitatifs (17/18), soulignaient une **nette baisse voire inexistance des déplacements de population au sein des provinces de la Tapoa et de la Kompienga au cours des 3 mois précédant la collecte**, notamment pour cause des **restrictions/limitations totales de mouvements** au sein des deux provinces (13/18 IC). Une plus grande affluence d'arrivées de PDI était cependant notée par rapport aux départs (10/18), notamment en ce qui concerne les déplacements de populations au sein de la même province, de la périphérie vers les centres urbains/ villes (principalement de Kompienga et Pama).

Plus de la moitié (8/15) des IC rapportant, lors des entretiens quantitatifs, un mouvement de population au cours des 3 mois précédant la collecte, rapportaient que ce déplacement avait eu lieu au sein de la même province.

Mouvements de transhumance

Principales barrières expliquant le manque de mouvements de transhumance

1. Risques liés aux vols d'animaux
2. Restrictions de mouvement
3. La population manque d'animaux leur appartenant / Insécurité/violences lors des mouvements (non liée aux vols d'animaux)

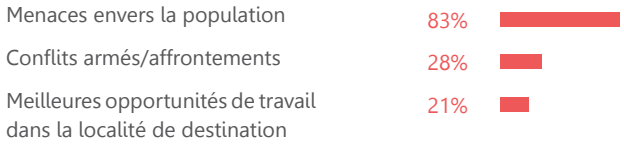
15/18 des entretiens qualitatifs avec les IC faisaient ressortir **une baisse voire inexistance des mouvements de transhumance par rapport à l'année précédente.**

"Les mouvements de transhumance ont diminué ce qui est lié au risque de voir les animaux être retirés (volés)." - ONG dans la Tapoa

En lien avec les restrictions de mouvements liées aux déplacements au sein des provinces d'intérêt, les entretiens qualitatifs avec les IC mettaient particulièrement en lumière la **baisse voire l'inexitance de mouvements de transhumance à cause des restrictions de mouvements ainsi que des risques sécuritaires**. Les barrières liées aux animaux étaient également prédominantes avec les risques liés aux vols d'animaux mis en avant ainsi que le manque d'animaux ne permettant pas à la population d'effectuer de tels mouvements.

Dynamiques de départs et d'arrivées de PDI

Raisons principales des déplacements de population[6] :



12/18 des entretiens qualitatifs avec les IC faisaient ressortir **la commune de Madjoari comme étant la commune la plus désertée par la population**

Selon les IC ayant pris part aux entretiens qualitatifs, la **commune de Madjoari et la commune de la Kompienga et de Pama** étaient les communes **principales d'origine des PDI**, tandis que la commune de Diapaga était elle aussi soulignée comme étant particulièrement désertée.
Il était rapporté que les **zones principales où les populations se déplaçaient** étaient les **pays voisins** (principalement le Bénin et le Togo) ainsi que vers les **villes de la Kompienga et de Fada N'Gourma**. En effet, lors des entretiens quantitatifs, lorsque des déplacements étaient rapportés vers d'autres provinces, la province du Gourma ou se situe Fada N'Gourma était rapporté par tous les IC comme province de déplacement (6).

12/18 des entretiens qualitatifs avec les IC faisaient ressortir **Kompienga ville comme zone principale d'arrivée de PDI** au cours des 3 mois précédant la collecte

Tout comme les entretiens quantitatifs, les analyses des entretiens qualitatifs faisaient ressortir les **menaces de violence envers la population comme étant la raison principale expliquant les déplacements de population**, par un grand nombre d'IC (13/18), suivi des assassinats/meurtres (9/18).
Par ailleurs, une **dimension genrée** était particulièrement **attachée à l'insécurité**, avec **presque la moitié des IC** (8/18) qui **rapportait une crainte d'assassinats/meurtres d'hommes** dans les villages et dans une moindre mesure, suivi du recrutement forcé d'hommes par les groupes armés (6/18).

Les **raisons** principales mises en avant par les IC expliquant des **déplacements dans les pays voisins** étaient donc une **meilleure sécurité au sein de ces pays** ainsi qu'une certaine proximité culturelle et géographique (principalement avec le Togo) avec ces pays et l'accès aux terres cultivables.
Alors que certains IC qualifiaient la nature des déplacements vers d'autres pays de long-terme, avec la population ayant pour objectif de s'installer dans le pays d'accueil, **une grande majorité des IC expliquait que la population se déplaçait dans un pays voisin en attendant que la sécurité se restaure dans leur localité d'origine**.

Lors des entretiens qualitatifs, les raisons des déplacements des PDI vers leur nouvelle localité d'arrivée étaient également justifié par une meilleure sécurité que dans les localités/zones de départ, par presque la totalité des IC.

Dynamiques de retours

La majorité des IC tant des entretiens quantitatifs que qualitatifs rapportaient l'absence de retournés dans les localités évaluées et soulignaient qu'il n'y avait pas eu de retours au cours des 3 mois précédant la collecte de données.
Alors qu'une minorité d'IC lors des entretiens qualitatifs rapportant **des retours** en signalaient **majoritairement dans les communes de Pama et de la Kompienga**, les IC rapportant des retours lors des entretiens quantitatifs soulignaient que ces retournés venaient de la province de la Kompienga (93% - 44 IC). Ceci met en lumière le fait que lorsqu'il y a des retours, ces retours se font souvent au sein de la même province.

9/18 des entretiens qualitatifs avec les IC faisaient ressortir **qu'il n'y avait pas de retours au sein des 3 derniers mois**

Les entretiens qualitatifs mettaient en valeur le fait que **les retours étaient conditionnés par un rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine**. Les retours étaient également justifiés, dans une moindre mesure, par le fait que les **conditions étaient difficiles dans les localités/zones de déplacement** (manque d'accès à la nourriture, moyens d'existence, logements…) ainsi que les retours étaient nécessaires **pour que la population puisse retrouver ses moyens d'existence.**

"Les raisons des retours sont que l'hébergement, la nourriture, le logement et l'emploi étaient difficiles à trouver dans les localités d'arrivée." - Autorité locale dans la Tapoa

Principaux problèmes liés à la sécurité

Difficultés principales et risques lors des déplacements

Difficultés principales d'intégration dans les pays d'accueil (pour les populations déplacées dans un autre pays) :

1. Difficultés d'accès aux logements/abris (10/18)
2. Stigmatisation des déplacés Burkinabès (7/18)
3. Difficultés d'accès à la nourriture (7/18)

Les **difficultés liées à l'accès aux logements et à la nourriture** étaient majoritairement citées lors des entretiens qualitatifs **tant pour les PDI dans leurs nouvelles localités que pour les déplacés transfrontaliers.**
Le **manque d'accès aux moyens d'existence**/manque d'argent était une difficulté majeure pour les PDI déplacés dans une nouvelle localité, particulièrement cité lors des entretiens quantitatifs également (89% - 87 IC). **La stigmatisation des déplacés Burkinabès au sein de leurs nouveau pays d'accueil était une difficulté majeure** qui ressortait lors des entretiens qualitatifs **pour les déplacés transfrontaliers**, notamment des accusations d'appartenance à des groupes armés, de vols, de violences ou autres crimes.
Pour les PDI, la **discrimination et les tensions avec les communautés hôtes au sein des localités d'accueil** étaient également mises en lumière à travers les entretiens quantitatifs et qualitatifs, par presque un tiers des IC, notamment à cause de l'arrivée des PDI dans les localités d'accueil avec leurs animaux et les retraits d'animaux étaient soulignés comme une difficulté majeure par les IC des entretiens qualitatifs. En effet, les entretiens qualitatifs mettaient en lumière les **pressions/tensions entre la communauté hôte et les PDI principalement liées à l'accès à la nourriture et aux ressources, suivi de l'accès à l'EHA et des problèmes liés à la terre.**

Difficultés principales des PDI lors de leurs arrivées dans leur nouvelle localité d'accueil :

1. Difficultés d'accès à la nourriture (12/18)
2. Difficultés d'accès au logement/abris (11/18)
3. Manque d'argent/moyens d'existence (8/18)

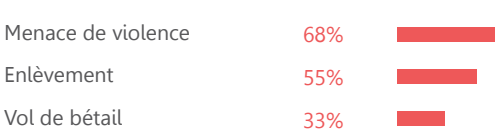
15/18 des entretiens avec les IC revêlaient **la séparation d'enfants de leurs familles lors des déplacements**

Les principaux risques/difficultés soulignées lors des entretiens quantitatifs pour les populations quittant leurs localités d'origine étaient les enlèvements (52% - 83 IC). En effet, une **perspective genrée** lors des entretiens qualitatifs était donnée par la **majorité des IC** soulignant les **risques d'enlèvement d'hommes ainsi que des risques de meurtres spécifiquement pour les hommes comme principaux risques lors des déplacements** ainsi que des risques de violences sexuelles, principalement pour les femmes et les filles. Les risques d'IED sur la route étaient également soulignés par plus d'un tiers des IC.
La **totalité des IC des entretiens qualitatifs rapportaient également que des individus avaient été séparés de leurs familles** lors des déplacements, dont une grande majorité d'IC rapportant la séparation d'enfants de leurs familles.

"Il y a beaucoup de séparation de familles, les mineurs se déplacent souvent seuls." - ONG dans la Kompienga

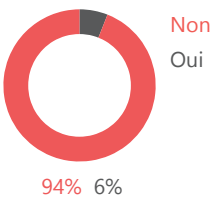
Situation générale en matière de protection

Principaux risques sécuritaires auxquels était exposée la majorité de la population[6] :



Les entretiens qualitatifs soulignaient également qu'au cours des 3 mois précédant la collecte, il y avait des problèmes liés à la sécurité alimentaire (6/18 IC) et au manque d'accès aux documents d'identité (4/18 IC) dans les communes des provinces de la Kompienga et de la Tapoa.
Malgré la présence d'ONG rapportée par un peu moins de la moitié des IC lors des entretiens qualitatifs, le manque d'accès à l'assistance était rapportée à Madjoari rendant la population plus vulnérable. Les enfants et les femmes étaient considérés comme particulièrement exposés aux risques par les IC.

Sentiment de sécurité pour la majorité de la population la majorité du temps[6] :



"Pour les populations qui vivent dans les centres villes, il y a la protection. Par contre, en zones périphériques, le risque est élevé : il y a des enlèvements, des logements inadéquats, des VBG et un manque de services." - ONG dans le Gourma

Intentions de mouvement des populations

Intentions de départs

Des **intentions de déplacements étaient rapportées par la grande majorité des IC**, notamment des intentions de déplacements **vers des pays voisins** (Togo et Bénin) ainsi que vers la ville de Fada N'Gourma.

Il était également rapporté par presque tous les IC des entretiens qualitatifs (16/18), que certaines **populations voulant se déplacer restaient dans leur localité d'origine**. Ceci semblait toucher **tous les types de groupes de population (PDI et non PDI)** sans distinction de genre et d'âge (hommes, femmes, enfants et des personnes âgés) et s'**expliquait par principalement par les restrictions de mouvements** (14/18) mais également afin de **pouvoir cultiver** (6/18).

Principales intentions de déplacement citées par les IC :

1. Intentions de déplacement vers le Togo (10/18)
2. Intentions de déplacement à Fada N'Gourma (8/18)
3. Intentions de déplacement vers le Bénin (6/18)

Intentions de retours

12/18

des entretiens avec les IC soulignaient des **intentions de retour de la part des PDI dans les localités d'origine** (au vue de la situation difficile dans les localités d'accueil)

"Ils sont nombreux à vouloir revenir au Burkina Faso car ils sont attachés à leurs villages d'origine et n'ont pas trouvé du travail au Togo ou au Bénin et souhaitent donc revenir cultiver."
- Autorité locale dans la Kompienga

Bien que la **majorité des IC aient rapporté des intentions de retours des déplacés dans leurs localités d'origine** au vue des difficultés dans la localité de départ, ceci était **conditionné par un rétablissement de la sécurité dans la localité de d'origine et une cessation des restrictions de mouvement**.

Les **conditions difficiles dans les pays d'accueil étaient en effet rapportées comme raison principale pour expliquer cette volonté de retour par la majorité des IC** lors des entretiens qualitatifs, ainsi que le fait de pouvoir pratiquer l'agriculture/l'élevage, avoir accès aux terres ou bien rejoindre leurs familles.

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de cette évaluation, deux approches complémentaires ont été retenues. D'une part des entretiens structurés avec des IC, d'autre part, des entretiens semi-structurés auprès d'IC (personnels administratifs, d'ONG et d'associations) dans les villes provinces concernées par l'étude.

Outil 1: Entretiens structurés

Des entretiens structurés ont été réalisés au près de 95 IC déplacés et non déplacés provenant des zones frontalières du Burkina Faso avec le Bénin et le Togo dans 50 localités au sein des communes de Diapaga, de la Kompienga, de Logobou, de Madjoari et de Pama.

Outil 2: Entretiens semi-structurés

Des entretiens semi-structurés ont été également été réalisés avec 18 IC à Kompienga, Diapaga et Fada N'Gourma aptes à fournir des informations sur les mouvements de populations au sein de la zone des pays frontaliers. Des informateurs clés appartenant au secteur humanitaire (tels que ONG ou associatif) ou faisant partie des autorités locales (régionales, provinciales ou communales) et intervenant dans la zone ou étant en contact avec des populations au sein de la province ont été selectionnés.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

A PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org

NOTES

PAGE 1
1.Crisis Group, Frontière Niger-Mali: mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, juin 2019
2. CONASUR. Données des PDI, 31 mars 2023
3. ACLED DATA Burkina, 2024.
4. Groupe Régional d'Analyse Intersectorielle (GRANIT), Outil de veille multirisques pour les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, juillet 2023

PAGE 2
5. ACLED DATA Burkina, 1er janvier- 8 février, 2024.
6. Les résultats sont à lire en % de localités où les IC ont rapporté une certaine information lors des entretiens quantitatifs.